



Communiqué de presse

Le discours du Trône risque d'affaiblir les ambitions relatives aux enjeux de justice

Le 25 septembre 2020 (Ottawa, ON) – Le 23 septembre, la gouverneure générale du Canada, Julie Payette, a lu le discours du Trône au nom du gouvernement libéral de Justin Trudeau. Ce discours expose en détail les principales priorités du gouvernement alors que le Parlement a repris ses activités de l'automne. Parmi les priorités énoncées, notons la promesse d'aborder les inégalités systémiques dans le système judiciaire et la surreprésentation carcérale des Peuples autochtones.

Dans son discours du Trône, le gouvernement a promis de « lutter contre les inégalités systémiques dans toutes les phases du système de justice pénale, de la déjudiciarisation à l'établissement des peines, de la réinsertion au casier judiciaire »; il n'a toutefois pas décrit quelles mesures seraient prises ni comment ces objectifs seraient atteints.

« Nous cherchons des réformes spécifiques : des réformes que les libéraux ont promis d'entreprendre, comme la fin des peines planchers obligatoires, explique Kim Beaudin du Congrès des Peuples autochtones. Le gouvernement a parlé de la riposte à la COVID-19 dans les établissements de soins de longue durée, mais qu'en est-il du virus dans prisons, où sont encore emprisonnés des délinquants non violents présentant de faibles risques aux côtés d'aînés ayant presque terminé leur peine qui présentent un risque d'infection? »

Alors que le Parlement reprend ses activités, les priorités exposées dans le discours du Trône guideront les activités du ministre de la Sécurité publique, du ministre de la justice et celles du procureur général, ainsi que le travail du gouvernement à la Chambre des communes.

« Davantage de promesses ne satisferont pas nos membres. Nous devons voir de l'action, explique Robert Bertrand, directeur national du CPA. Ce gouvernement a fait des promesses dans le passé et nous nous attendons à ce qu'elles se concrétisent. »

-30-

Pour les entrevues avec les médias, veuillez contacter :

Jessica Dawson, adjointe de direction

613-747-6022

j.dawson@abo-peoples.org

Le Congrès des peuples autochtones est la voix nationale représentant les droits, les intérêts et les besoins des Métis, des Indiens statués et non statués, et des peuples Inuits du Sud vivant hors réserve. Aujourd'hui, plus de 70 % des autochtones vivent hors réserve au Canada.

